



Déambulation d'adolescents de Nantes dans le cadre des Archi'teliers et du diagnostic (en marchant) « Bouge qui peut » réalisé avec des 11-13 ans.
Photo: Vincent Jacques/Samoa

TU VOIS PAS QUE TU GÊNES ?

ucie Romano

Les 11-19 ans dérangent : bruyants, ils prennent un malin plaisir à détourner les usages des équipements et des espaces publics pensés pour eux. Libérés du regard de leurs parents, ils s'inventent des parcours dans la ville à partir de ce qu'ils ont à disposition. C'est-à-dire, bien souvent, un cadre urbain normé quand eux aiment les interstices et les contours peu définis.

Quand on arrive en ville, tout le monde change de trottoir. » Mis à part qu'elle « date », se moqueront les plus jeunes, la chanson de Starmania racontant un débarquement de « zonards » dans les rues dépeint encore fidèlement la peur des adultes face à l'irruption d'un groupe d'adolescents. Remuants, bruyants, se mouvant par grappes, les jeunes de toutes conditions sociales dérangent dans l'espace public. Pour la société, leur oisiveté s'apparente à de la manigance. Leurs parents, qui cherchent pourtant à les faire décrocher de leurs tablette et téléphone, sont souvent réticents à laisser sortir leur progéniture. Où irait-elle ?

Avec qui ? Pour faire quoi ? Ce public des plus-si-petits mais pas-encore-vraiment-grands est considérable, n'en déplaise au vieillissement de la population. Les 11-19 ans représentent, en effet, 7,4 millions de personnes en France, en 2024, soit 11 % des Français selon l'Insee. C'est juste un peu moins que les 0-10 ans. Environ un tiers des ados vit à la campagne, proportion qui chute à 20 %, l'année après le bac, avec les départs pour étudier en ville. Cette jeunesse des villages pratique la ville quand elle fait des courses, va à l'école, pour ses loisirs – elle ne profite pas toujours des espaces libres et de nature offerts par la campagne, ne

pouvant pas forcément rejoindre les copains. Les cinq autres millions de jeunes sont des citadins à part entière, pour un gros tiers dans les grands centres urbains et pour un dernier petit tiers dans des petites villes et des périphéries. Alors, que font tous ces collégiens et lycéens une fois hors de chez eux ? Tout est question d'âge, de contexte et d'envie particulière, bien sûr. Il n'y a pas un public adolescent, mais bien toute une constellation de profils. Tous font néanmoins leurs premières expériences en autonomie, leurs premiers déplacements libres, de plus en plus loin. Parler, rire ou ne pas faire grand-chose avec leurs amis, hors du temps scolaire, n'est pas seulement la principale source de plaisir des adolescents, c'est aussi l'occasion pour eux de prendre conscience de l'espace qui les entoure, d'interagir avec lui, et de faire l'exercice de leur capacité à décider aux côtés de leurs pairs. Les centres-villes agissent sur eux comme des aimants, de même que les centres commerciaux, au grand dam de ceux qui y lisent le consumérisme et l'individualisme inscrits dans la nouvelle génération. Mais ces espaces marchands n'offrent-ils pas des qualités que la rue, parfois, n'offre plus ? Des déplacements sécurisés, la coprésence d'adultes, un certain anonymat, une forme d'animation... En tout cas, la réponse urbaine aux besoins présumés des jeunes est assez pauvre. Elle est longtemps passée par

Studio 11/15, les filles et le skatepark. Certaines jeunes filles aimeraient pratiquer du skate par exemple, et l'idée a émergé d'un atelier de l'Ardepa et du Studio 11/15 de mettre en place des créneaux réservés

Photo: Ardepa



les seuls équipements. C'est à ce moment que vous voyez apparaître mentalement un skatepark ou un city stade – ces infrastructures phares, espaces stratégiquement positionnés et circonscrits pour canaliser l'énergie débordante des mineurs tout en gardant le contrôle de l'espace public. Lasses, les collectivités se sont un temps satisfaites de ces trouvailles, mais il y avait au moins deux écueils : l'usage détourné des installations et, surtout, la quasi-absence de filles – qui reste un sujet sans réponse particulière.

Vous avez peut-être aussi visualisé une MJC (Maison des jeunes et de la culture, lire aussi p. 68) avec des jeunes de quartiers populaires en pleine « activité photo ». C'est aussi normal. Le mouvement d'éducation populaire né après la Seconde Guerre mondiale continue à nourrir l'imaginaire, bien qu'une partie des adolescents boudent ces structures considérées comme institutionnelles. Finalement, et si le vrai « équipement compagnon », auquel s'adosse l'adolescence depuis des décennies, n'était pas un simple banc pas trop loin de chez soi ? « La ville n'est pas faite pour les enfants ni les ados », affirme Roberta Ghelli, architecte, chercheuse à l'UMR AAU-Cresson (Ambiances Architectures Urbanités) et intervenante dans des collèges et lycées avec la maison de l'Architecture de l'Isère. Il y a un manque d'imaginaire de la part des concepteurs et des élus. Le public adolescent n'est pas forcément très investigué. Il mériterait d'être davantage pris en compte parce que c'est l'âge auquel on se construit, et l'espace auquel on a accès nous donne des possibilités ou pas. » Ce qu'ils demandent n'est pourtant pas forcément sorcier : avoir des « coins à eux » dans un espace public ouvert ; être un peu cachés (éloignés du contrôle social et parental) tout en étant protégés (sous la vague supervision d'autrui). « On leur donne accès à des bouts de ville limités, avec du grillage autour, appuie Roberta Ghelli. C'est infantilisant. Il manque de l'indétermination pour leur permettre des jeux libres. » Les rares chercheurs qui s'intéressent aux ados d'un point de vue urbain évoquent eux aussi l'aspiration des plus jeunes à des sortes de contre-espaces, de dents creuses auxquels ils auraient la possibilité d'inventer une destination.

Autour du collège

Les choses évoluent depuis les années 2010. Et si les collectivités continuent à imaginer des équipements pour les jeunes, elles prêtent aussi attention à l'espace public pour lui-même. « Oui » à une médiathèque, par exemple, mais si le chemin pour s'y rendre est rendu attractif par un mobilier urbain stimulant. Surtout, elles écoutent désormais un peu ce que les mineurs ont à dire. Des paliers ont été franchis depuis les conseils municipaux de jeunes nés dans les années 1970 jusqu'aux formes actuelles moins institutionnelles, comme des ateliers participatifs incluant des ados. Tout du moins en théorie, l'urbanité adolescente est de moins en moins envisagée par le seul prisme du sport, du quartier difficile ou de l'école, mais à travers une variété d'expertises d'usages et d'espaces un peu plus ouverts. Ainsi l'Apur, l'Atelier parisien d'urbanisme, défendait-il, dès 2012, une capacité d'aménagement relativement simple pour donner la place aux jeunes, sans générer de conflits avec les riverains. Mais il reste beaucoup à faire en pratique. Les abords des collèges, notamment, demeurent un impensé urbain. La Métropole de Lyon, toutefois, reconsidère ces endroits pour les « apaiser » et les « rendre conviviaux ». Une

première étude a été confiée, en 2022, à l'agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine (Urbalyon), puis la mission sur les usages des abords des collèges s'est étoffée, jusqu'à aboutir à un cahier de recommandations adossé à la charte des espaces publics. « Dupliquer ce qui était fait avec les rues aux écoles [primaires] ne fonctionnait pas pour les adolescents, car un collégien n'est pas un enfant augmenté », raconte Richard Nordier, chargé d'études Modes de vie et usages à Urbalyon. Il fallait observer « comment cela fonctionne [activités principales des collégiens devant leur établissement, zones d'attractions alentour, utilisation ou non des espaces verts et du mobilier urbain], les conflits d'usages, les besoins insatisfaits », liste-t-il.

« Ils sont capables de déplacer les codes, de penser des espaces mixtes et intergénérationnels. »

Sabryn Daiki, cheffe de projets pédagogiques à l'Ardepa

Le travail a porté sur trois échelles : celle des abords immédiats du collège ; celle d'un rayon de 300 mètres autour de l'établissement ; celle des 500 mètres et au-delà, jusqu'au domicile. In fine, « les recommandations relèvent de préconisations générales, et parfois elles sont avant tout techniques », précise Richard Nordier. Les bancs – encore eux – sont, par exemple, en balance avec les enjeux sécuritaires, car ils peuvent attirer des personnes non désirées. Il est donc proposé de les placer non pas directement devant l'établissement, mais un peu à l'écart, sur le trajet des jeunes. « Dès qu'on travaille sur les abords d'un collège, on stérilise tout. Si on écoute la police, rien n'est possible : un arbre, on peut monter dessus ; un bac à fleurs, il peut y avoir de la drogue dedans », fait remarquer Richard Nordier, qui insiste sur le besoin de retrouver une « forme de bienveillance dans l'espace public » malgré les fortes contraintes.

Le regard pertinent et généreux des jeunes

De son côté, la Samoa aménage l'île de Nantes en s'appuyant sur l'expérience de médiation auprès des jeunes de l'Association régionale pour la diffusion et la promotion de l'architecture de Loire-Atlantique (Ardepa). En lien avec le Studio 11/15, un espace d'accueil pour jeunes, des « Archi'teliers » réunissent chaque année, pendant quelques jours, 15 à 20 collégiens habitant ou fréquentant l'île de Nantes. L'objectif est d'examiner « leur regard sur l'espace public », explique Sabryn Daiki, cheffe de projets pédagogiques à l'Ardepa. Et notamment, celui des plus jeunes, les 11-15 ans, auxquels l'association voudrait consacrer un format spécifique, car c'est à la fois le public le plus en transition dans l'espace public et celui qu'on entend le moins. Les informations récoltées ont intégré un « cahier des charges des adolescents pour des espaces ludiques et sportifs intergénérationnels et non sexistes » dans l'AMI (appel à manifestation d'intérêt) en cours sur les Jardins de l'Estuaire. « On leur demande quelles sont leurs pratiques, quel est leur imaginaire. Les écouter est une formidable opportunité de

réinterroger la place de toutes et tous. Ils sont capables de déplacer les codes, de penser des espaces mixtes et intergénérationnels au-delà d'eux. » Les jeunes ont, entre autres, produit une carte de « la Bouche de Nantes » qui réinterprète la forme de l'île. Ils y ont fait figurer leurs souhaits : la possibilité de s'accrocher aux branches des arbres, ou encore un jardin sur un toit pour « sentir le vent » et admirer le panorama sur la ville. Ils ont aussi plaidé pour « des jeux pour tous », dans la veine de l'installation « On va marcher sur la lune » : des cratères trampolines déroutants, sans finalité particulière. Les débats entre eux lors des ateliers témoignent, par ailleurs, d'une forte capacité d'empathie, témoigne Sabryn Daiki.

Face à « l'entre-soi masculin des terrains multisports, où les filles ont de grandes difficultés à s'approprier les pratiques » a émané l'idée de créneaux réservés pour que les filles motivées par le foot ou le skate puissent prendre leurs marques à l'abri des regards avant de revenir plus tard pendant des créneaux ouverts à tous. Ils ont aussi proposé de faire cohabiter dans un même espace des activités différentes et perçues comme plus mixtes, telles que le badminton. « Ces adolescents sont déjà bien lotis sur l'île de Nantes, et comme ils ont des exemples sous les yeux, ils sont de plus en plus exigeants dans leurs propositions », observe la cheffe de projets pédagogiques de l'Ardepa. Mais l'écoute des plus jeunes semble se heurter à une limite structurelle. « On rêverait que les [moins de 18 ans] se servent de la ville, mais on juge très négativement leur occupation du domaine public, affirme l'architecte Adélaïde Boëlle, fondatrice de l'agence In Vivo, qui soutient en décembre prochain une thèse sur L'enfant, l'architecte et la ville¹. On dit que l'on veut écouter les enfants, mais on n'entend pas vraiment ce qu'ils disent. Il y a, derrière, un rapport de domination de l'adulte à l'enfant – le mettre dans une case nous permet de le dominer. Changer les façons de faire demande de bouleverser les rapports de domination en profondeur dans la société. »

¹ L'intitulé exact de la thèse est : « L'enfant, l'architecte et la ville : pratiques et discours à partir des ateliers de rue de Riccardo Dalisi », architecte italien des années 1970.

LE CAS DES JEUNES FILLES

Depuis plusieurs années, l'importance de l'aménagement des espaces dans la reproduction de schémas discriminants est bien caractérisée, et la prise en compte du genre a commencé à modifier le paysage pour les femmes et donc pour les adolescentes, à la faveur de bureaux d'études spécialisés comme l'AMO Genre et Ville en France, et de bien d'autres à l'étranger, comme l'association bruxelloise (Dé)genrer la ville ou encore la britannique *Make Space for Girls*. Cette dernière recense de nombreux cas inspirants. À Vienne, en Autriche, par exemple, des hamacs et des plateformes sous des arbres sont installés à la demande des adolescentes dans des parcs sur le chemin de l'école. Dans la banlieue de Stockholm, en Suède, un parc conçu pour intéresser les jeunes filles déroule différentes installations dans un espace restreint, des motifs au sol (cercles et lignes) pour encourager le mouvement ou simplement l'observation pour le plaisir, et un grand abri contre un côté fermé du parc avec des sièges, une scène et des haut-parleurs Bluetooth® pour pouvoir écouter de la musique.